

DISCOURS DE JACQUES NIKONOFF AU MEETING DU 5 FEVRIER 2009 A FRONTIGNAN (34)

Intervenants : Janie Arneguy (ALTERNATIF), Boris Chenaud (NPA), Corine Escaffit (CUAL), Jean-Luc Mélenchon (PG), Béatrice Négrier (MRC), Jacques Nikonoff (M'PEP), Denis Sieffert (Appel de Politis), Francis Wurtz (PCF)

Mesdames et messieurs, chers amis et camarades, quels sont les enjeux de l'élection européenne du 7 juin 2009 ? Il s'agira d'abord de dire NON ! Et même de dire 3 fois NON !

- NON au Traité de Lisbonne !
- NON aux listes et aux partis pro-système qui vont se présenter à cette élection !
- NON au caractère antidémocratique, dictatorial, tyrannique de l'Union européenne !
- Il faut même ajouter un quatrième NON : NON à Sarkozy !

Vous le savez toutes et tous, le Traité de Lisbonne est la copie conforme du Traité constitutionnel européen rejeté par une majorité de Français et de Néerlandais en 2005. L'adoption de ce traité, puis sa mise en œuvre, aggraverait de manière inouïe les politiques antisociales, antidémocratiques, anti-environnementales menées par l'Union européenne. Le Traité de Lisbonne est totalement incompatible avec la volonté même d'une politique de Gauche, tant au niveau européen qu'au niveau de chaque nation. Le Traité de Lisbonne est même fait pour interdire et anéantir toute politique de Gauche et rendre obligatoires et incontournables les politiques libérales.

Que feront, le 7 juin 2009, les 55% d'électeurs qui avaient voté NON le 29 mai 2009 ? Certains vont-ils, cette fois-ci, voter OUI ? Vont-ils voter pour les partis pro-système ? Car voter pour les listes de l'UMP, du PS, du MoDem et des Verts, c'est du pareil au même. Cela revient à voter OUI au Traité de Lisbonne.

Existe-t-il un seul argument, une seule raison qui pourrait expliquer ce revirement, et qu'après avoir voté NON en 2005 certains électeurs – particulièrement ceux de Gauche - votent OUI en 2009 ? L'Union européenne a-t-elle changé de politique ? A-t-elle abandonné les politiques libérales pour mener des politiques de Gauche ? Le 7 juin, nous dirons NON au caractère antidémocratique, dictatorial, tyrannique de l'Union européenne !

Mais on va me dire : « antidémocratique, oui, c'est évident ! », « Mais "dictatoriale", et "tyrannique", c'est trop fort ! », « C'est excessif ! »

Chers amis et camarades, comment s'appelle un régime politique – celui de l'Union européenne - dans lequel le suffrage universel est soit interdit, soit bafoué ? Un régime dans lequel le peuple est bâillonné ? Oui, le système de Bruxelles est antidémocratique, dictatorial, tyrannique ! Cette dictature, cette tyrannie de l'Union européenne, soutenue par un Parlement européen presque entièrement soumis – seuls quelques députés comme Francis Wurtz résistent -, a des effets tragiques dans les pays membres. L'Union européenne est devenue une immense machine à produire de l'abstention, de la dépolitisation, du nationalisme, de la xénophobie, du racisme, de l'extrême droite.

Dans tous les pays de l'Union, depuis 30 ans maintenant, les groupes extrémistes, voire ouvertement néonazis, prolifèrent et obtiennent des scores non négligeables aux élections. Lorsque la première élection au Parlement européen a eu lieu en 1979, il y avait 37 % d'abstention en moyenne parmi les pays membres. En 1999, il y en avait 51 % et en 2004 il y en avait encore 46 %. On aurait pu croire que l'adhésion à l'Union européenne, dans les pays qui viennent d'y entrer, avait suscité l'enthousiasme des citoyens. Il n'en est rien ! Le record d'abstentions, toutes catégories, est détenu par la Slovaquie avec 83% ! Le sondage réalisé par TNS SOFRES en juillet 2008 devrait retenir toute notre attention. L'enquête visait à mesurer le sentiment d'appartenance des Français à l'Union européenne. Résultat : seuls 38 % des Français se « pensent comme citoyen européen ». Contrairement à une idée reçue, les jeunes se sentent beaucoup moins « citoyen européen » que les plus anciens.

En Angleterre, la semaine dernière, des milliers d'ouvriers des raffineries de pétrole, terminaux gaziers, centrales électriques et nucléaires, se sont mis en grève. Ce sont des grèves spontanées, illégales au regard du droit britannique. C'est la société française Total qui est responsable de cette situation. Elle a en effet accordé un contrat de travaux à une société italienne pour agrandir l'une de ses raffineries dans l'Est de l'Angleterre. Les ouvriers se sont mis en grève pour protester contre le fait que ce sont des travailleurs italiens et portugais qui ont été embauchés. Aucune embauche locale n'est prévue, dans une région où le chômage frappe durement, notamment les jeunes.

Réponse de Monsieur Brown, le Premier ministre britannique : « On ne peut pas remettre en cause les règles qui autorisent la mobilité des travailleurs au sein de l'Union européenne ». Voilà ce qu'est l'Union européenne : la guerre des travailleurs contre les travailleurs ! Ces travailleurs anglais sont-ils devenus racistes ? Xénophobes ? D'extrême droite ? Bien sûr que non ! Ils sont désespérés ! Si, Monsieur Brown, il faut remettre en cause la règle actuelle dite de « mobilité » des travailleurs au sein de l'Union européenne ! Car ce n'est pas une règle de « mobilité » ! C'est une règle de dumping social ! C'est une règle de mise en concurrence des travailleurs entre eux ! C'est une règle de division du monde du travail ! Et si la gauche ne donne pas une réponse simple, efficace, claire, internationaliste, prenant en charge les intérêts de tous les travailleurs – anglais, italiens, portugais, et les autres ! – une bonne partie de ces travailleurs se détournera encore plus de la gauche.

Que l'on ne vienne pas nous dire que les citoyens plébiscitent l'Union européenne ! Ni qu'une « citoyenneté européenne » puisse voir le jour – hélas ! - dans des délais raisonnables. L'élection européenne du 7 juin 2009 doit donc servir à dire NON ! Un NON encore plus fort que celui du 29 mai 2005, car manifestement Bruxelles est peuplée de malentendants ! Un NON qui fasse suite au NON du 29 mai 2005.

Chers amis et camarades, L'enjeu de cette élection européenne sera aussi de dire OUI. Un triple OUI.

- OUI à une véritable union construite entre tous les peuples et nations du continent européen.
- OUI à l'Union de la gauche de gauche – ou à la « vraie » gauche, comme le dit Denis Sieffert - à l'échelle européenne !
- OUI à l'union de la gauche de gauche – de la « vraie » gauche -, en France !

Ce que nous voulons, ce n'est pas simplement une meilleure union – une autre union – entre les 27 pays membres actuels. Ce que nous voulons, c'est aller progressivement vers l'union des 49 pays qui composent l'Europe, « de l'Atlantique à l'Oural », comme disait de Gaulle ! Cette union doit se faire sur des bases radicalement différentes des politiques menées par l'Union européenne actuelle.

La conception actuelle de l'Union européenne n'est pas de Gauche. L'Union européenne actuelle est un système de domination, d'exploitation, d'aliénation, mis en place par les classes dirigeantes, dans l'intérêt des classes dirigeantes. L'Union européenne a deux mamelles : l'atlantisme et le capitalisme. L'Union européenne a été mise en place pour interdire toute politique de Gauche, dans chaque pays et à l'échelle européenne. D'ailleurs, même quand il y avait une majorité réputée de Gauche en 1999 – 11 partis socialistes ou sociaux-démocrates au pouvoir sur 15 pays membres – ce sont des politiques de droite ou sociales-libérales qui étaient menées. C'est pourquoi tout le grand patronat européen, sans aucune exception, soutient le Traité de Lisbonne et le système de Bruxelles.

Alors, quand on est de Gauche, on ne peut pas se retrouver avec le grand patronat du MEDEF et la droite pour soutenir la conception actuelle de l'Union européenne. Quand on est de Gauche, on lutte pour une autre conception de l'Union en Europe. On lutte « pour changer l'Europe », comme le dit le tract qui appelait à ce meeting. Les électeurs seront donc invités, le 7 juin prochain, à voter OUI aux listes qui proposent une politique européenne de Gauche, comme le feront les listes du Front de Gauche. Quand Marie-George Buffet dit : « on parle de la crise du système, mais la construction libérale de l'Europe en est pour une large part responsable », elle a raison ! Quand Jean-Luc Mélenchon affirme qu' « une politique de Gauche n'est pas compatible avec les traités européens », il a raison !

Le jour où un gouvernement de Gauche voudra mener une politique de Gauche – cela arrivera bien un jour ! -, il devra affronter tout le système de l'Union européenne : le Conseil, la Commission, le Parlement, la Cour de justice...Il devra affronter les grands médias. Il devra affronter les bateleurs de foire, griots, charmeurs de serpents, pseudo intellectuels, journalistes véreux, vrais cracheurs de feu. Bref : tous ceux qui sont chargés d'amuser la galerie pour défendre le système de Bruxelles ! Le jour où un gouvernement de Gauche voudra mener une politique de Gauche, il devra imposer au système les mesures et les réformes de structures qui permettront de « changer la vie ». Dans cette bataille, aucune hypothèse ne doit être écartée a priori. Il faut tout mettre sur la table ! Envisager toutes les solutions ! Sans tabous ! Sans faux-fuyants ! En considérant que le peuple est majeur et qu'il peut – qu'il doit – tout entendre et participer au débat ! Il faudra donc, peut-être, faire une nouvelle fois la « politique de la chaise vide ».

Prenons un exemple d'aujourd'hui : les Organismes génétiquement modifiés (OGM). Les empoisonneurs de l'Union européenne veulent nous faire avaler de toute force des OGM. Que devrait faire un gouvernement de gauche ? Obéir en pleurnichant, au motif que nous ne pouvons rien faire puisque c'est l' « Europe » qui nous l'impose ? Ou annoncer très clairement que la France n'obéira pas ? Il faudra donc, peut-être, refuser d'obtempérer, faire de la « désobéissance politique ou civile », ou de la « désobéissance européenne » ! Il faudra aussi, peut-être, menacer de ne pas payer tout ou partie de la contribution française au budget de l'Union européenne.

Autre hypothèse, il faudra, peut-être, proposer des modifications aux traités, principalement au traité de Lisbonne si celui-ci est ratifié. C'est possible juridiquement. L'article 48 du Traité de Lisbonne stipule que « Les traités peuvent être modifiés ». Certes ce n'est pas facile, mais c'est possible ! Après avoir tenté tout ce qui était possible, et si toutes ces tentatives n'avaient donné aucun résultat, il faudrait alors envisager très sérieusement l'hypothèse de la sortie de l'Union européenne. Le moment venu, cette question peut être mise en débat.

N'en ayons pas peur ! Aucune question, aucun débat ne doit être tabou ! D'autant que la sortie de l'Union européenne – pas la sortie de l'Europe - est parfaitement légale et possible juridiquement. L'article 50 du Traité de Lisbonne indique : « Tout État membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union ». « L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen ». « À la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union ».

Chers amis et camarades, l'élection européenne du 7 juin 2009 se situe dans l'exacte continuité du référendum du 29 mai 2005. Nous souhaitons des rassemblements tels que celui-ci dans le plus grand nombre possible de villes. Le plus vite possible ! Pas un instant n'est à perdre !

Alors OUI au Front de Gauche.

Tels sont les objectifs du Mouvement politique d'éducation populaire, le M'pep, qui a décidé de rejoindre le Front de Gauche. Au-delà de nos différences de sensibilités, de nos francs désaccords, des contentieux qui nous séparent, sachons distinguer l'essentiel et nous unir. L'union qui sera la nôtre – et nous devons faire en sorte qu'elle soit la plus forte, la plus solide et la plus large possible – a l'impérieuse nécessité d'être à l'image d'une Europe nouvelle, de gauche.

A nous, dès maintenant, d'être à la hauteur de cet enjeu. Nous en sommes redevables aux 55% d'électrices et d'électeurs qui ont dit NON en 2005 et dont le choix a été bafoué. C'est pour la Gauche et pour le peuple qui essuie la tempête de la crise que nous marcherons main dans la main pendant cette campagne. Pour gagner !

Pour retrouver la dynamique formidable de la bataille du référendum de 2005 ! Pour construire un OUI d'espoir et d'avenir !